



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

Conférence régionale sur « Rénover l'enseignement de l'histoire africaine : Utilisation pédagogique de l'Histoire générale de l'Afrique »

10-16 juin 2010, Tripoli, Libye

Rapport général

Conférence régionale sur « Rénover l'enseignement de l'histoire africaine : Utilisation pédagogique de l'Histoire générale de l'Afrique »

1. Participants

La Conférence régionale sur l'utilisation pédagogique de l'*Histoire générale de l'Afrique*, organisée par l'UNESCO, s'est déroulée à Tripoli (Libye) du 12 au 16 juin 2010. Elle a regroupé 116 participants, provenant de 46 pays africains ainsi que de la France, du Brésil, du Liban et des États-Unis, comprenant :

- les points focaux officiellement désignés par les Ministères de l'éducation ;
- les experts désignés par l'UNESCO : historiens, enseignants, didacticiens, pédagogues ;
- des éditeurs et des fournisseurs de contenus électroniques ;
- des représentants des organisations professionnelles panafricaines ;
- des journalistes invités par l'UNESCO.

Outre l'équipe du projet et un collègue de BPI (M. Ian Denison), deux membres du groupe de coordination intersectoriel du projet (Mme Ana Elisa Santana de Afonso du Département Afrique et Mme Noro Andriamisezo Ingarao du Secteur de l'éducation), les autres membres s'étant excusés.

(Voir liste des participants jointe en annexe 1.)

2. Séance d'ouverture

M. A. M. El-Fakhery, Ministre libyen de l'éducation et de la recherche scientifique, ouvre les travaux de la conférence. Souhaitant la bienvenue à tous les participants, il souligne l'importance du projet sur l'utilisation pédagogique de l'HGA et ce, en raison notamment de sa contribution à l'intégration africaine. Ce discours d'ouverture est suivi de ceux de M. Noureïni Tidjani Serpos, Sous-Directeur général pour l'Afrique, de M. Djibril Tamsir Niane, Directeur du volume IV et membre de l'ancien Comité scientifique de l'HGA, ainsi que celle de M. Elikia M'Bokolo, Président du Comité scientifique pour le projet de l'utilisation pédagogique de l'HGA.

M. Noureïni Tidjani Serpos remercie, au nom de la Directrice générale de l'UNESCO, les autorités libyennes pour l'aide continue apportée à ce projet, pour l'accueil chaleureux et le soutien logistique apporté à l'organisation de la conférence. Il inscrit la rencontre de Tripoli dans une série de rencontres prévues par l'Organisation dans les deux prochaines années. Il rappelle que le projet est bien celui d'une plus grande africanisation de l'histoire en Afrique et qu'il vise l'intégration africaine par l'école.

Le Professeur **Djibril Tamsir Niane** évoque les travaux de l'ancien Comité scientifique international de l'HGA, dont la dernière réunion s'est tenue à Tripoli en 1999, et rappelle le processus qui a conduit à l'achèvement et à la publication de l'*Histoire générale de l'Afrique* en huit volumes, sous forme d'une édition principale en anglais, en arabe et en français et d'une version abrégée en anglais, en français, en swahili, en haussa et en peul.

Il salue la mémoire des contributeurs et des directeurs de volumes décédés et rend un hommage appuyé à leurs contributions. Soulignant les thèmes fédérateurs que contient l'HGA, il note que l'enjeu de ce projet est de construire une citoyenneté africaine sur la base de l'enseignement d'une histoire commune.

Le Professeur **Elikia M'Bokolo**, Président du Comité scientifique du projet, précise que le projet sur l'utilisation pédagogique de l'HGA répond à une demande africaine, et qu'il consiste en la transposition pédagogique de l'HGA tout en tenant compte de l'état actuel des connaissances dans le domaine. Il souligne le fait que l'enseignement de l'histoire est

soumis à deux contraintes : l'idéal panafricain et le nationalisme continental d'un côté, et l'expression des nationalismes territoriaux de l'autre côté. Il rappelle donc les grands défis qui attendent le Comité scientifique et les autres partenaires du projet pour réconcilier ces deux tendances et convaincre les pays africains à s'engager sur la voie de l'enseignement d'une histoire commune.

Ces allocutions sont suivies par l'adoption de l'ordre du jour et l'élection du bureau de la conférence. Le Professeur **Elikia M'Bokolo** (République démocratique du Congo) est désigné comme le président des séances plénières et les professeurs **Sifiso Ndlovu** (Afrique du Sud) et **Tayeb Chenntouf** (Algérie) comme rapporteurs des séances plénières.

3. Présentation des documents de travail et débats

À la première séance plénière qui suit l'ouverture des travaux, M. **Ali Moussa Iye**, Chef de la Section du dialogue interculturel à l'UNESCO et coordonnateur du projet, présente l'organisation des travaux qui se déroulent en trois étapes :

- *les séances plénières* des 12 et 13 juin (matin) pour examiner les documents de travail et discuter des objectifs et des méthodes pour l'utilisation pédagogique de l'HGA ;
- *les 5 ateliers thématiques* du 13 (après-midi) et 14 juin pour discuter dans le détail des contenus communs et des guides pédagogiques à l'usage des enseignants à développer ;
- *les séances plénières* des 15 et 16 juin pour examiner la restitution des travaux des ateliers thématiques ainsi que ceux des cinq ateliers sous-régionaux (ouest, est, nord, sud, centre de l'Afrique) pour tenir compte des spécificités sous-régionales et nationales.

M. Moussa Iye détaille les objectifs et les résultats attendus de la conférence et présente les documents de travail, à savoir *le cadre conceptuel, la revue des contenus de l'HGA et l'évaluation de l'enseignement de l'histoire africaine dans les pays africains*. Il retrace l'historique de l'HGA depuis les origines jusqu'à la publication des volumes de l'HGA, évoque les raisons qui ont amené au lancement du nouveau projet de l'utilisation pédagogique de l'HGA dont il détaille les composantes : (a) élaboration de trois contenus pédagogiques communs pour les niveaux primaire et secondaire en Afrique ; (b) production d'un atlas historique, d'un DVD éducatif et d'outils didactiques ainsi que des guides pédagogiques à l'usage des enseignants d'histoire ; (c) renforcement de la formation initiale et continue de ces derniers pour un enseignement rénové de l'histoire ; (d) harmonisation de l'enseignement de l'histoire africaine au niveau du supérieur à travers le continent ; et enfin, (e) réorganisation et actualisation du site Internet de l'HGA pour mettre en ligne le contenu des huit volumes, le matériel pédagogique à produire et toute littérature pertinente en vue, notamment, de faciliter l'accès gratuit de tous à ces ressources numériques.

Il souligne l'importance de l'implication de l'Union africaine (UA) dès le début de la mise en œuvre du projet et à travers ses différentes instances telles que : Sommets des chefs d'État et la Conférence des ministres de l'éducation nationale.

M. **Mamadou N'Doye**, Vice-Président du Comité scientifique, présente pour sa part le cadre conceptuel du projet qu'il avait préparé. Il esquisse les orientations et finalités, les buts et les objectifs généraux, et les principes pédagogiques qui doivent guider les choix des contenus et la transformation didactique du savoir académique en apprentissage des élèves aux différents niveaux des systèmes éducatifs et ce, en relation avec l'intégration africaine. Il rappelle que l'Union africaine, à travers ses différents documents, a défini clairement le cadre et le chemin en vue de cette intégration régionale. Dans cette perspective, il analyse

les principaux défis posés au projet dans ses différentes composantes, et justifie l'approche choisie par le projet pour y répondre.

Il rappelle que le travail de transposition didactique doit tenir compte de l'extrême variété des systèmes éducatifs en Afrique. Il doit également s'appuyer sur la progression psychopédagogique (atelier de Dakar) en combinant le proche, la chronologie et les thèmes fondamentaux alors que, dans le primaire, l'enseignement doit donner aux élèves une vue globale de l'histoire de l'Afrique.

Les finalités de l'enseignement de l'histoire sont à dégager des documents de l'UA. Elles doivent contribuer à développer l'esprit critique nécessaire à l'exercice de la citoyenneté africaine. Dans cette optique, la formation initiale des enseignants est primordiale. Elle doit fournir les compétences pédagogiques de base et la maîtrise des contenus de l'histoire. M. Mamadou N'Doye fait la distinction entre programmes et curricula, insiste sur l'importance des faits de civilisation et l'approche psychopédagogique.

L'examen des documents de travail se poursuit avec le Professeur **Zakari Dramani-Issifou** qui présente le rapport d'évaluation de la situation de l'enseignement de l'histoire africaine dans les pays africains. Il rappelle que cette évaluation s'est faite sur la base d'un questionnaire détaillé envoyé à tous les ministères africains de l'éducation. 44 pays sur 53 ont répondu au questionnaire qui a permis de recueillir des informations sur les différents systèmes éducatifs, l'organisation de l'enseignement en histoire et plus particulièrement en histoire africaine, sur les principaux thèmes abordés, sur la production des manuels scolaires, etc.

Il explique les raisons du choix d'un questionnaire pour effectuer cette évaluation, rappelant que les études dont nous disposons dans le cadre de l'HGA sont restées générales en ce sens qu'elles ne comportent pas de données précises, chiffrées ou exhaustives couvrant l'ensemble du continent. Les informations qu'on y trouve se limitent souvent à des constats, des estimations grossières ou des sondages limités à un groupe de pays. Le questionnaire a donc permis de recueillir des données directement chez les professionnels concernés permettant d'effectuer des comparaisons fiables.

M. Dramani Issifou décrit les différentes composantes du questionnaire et partage les principales conclusions de son évaluation sur la base des réponses reçues. Dans la majorité des cas, les réponses furent positives concernant la nécessité de rénover l'enseignement de l'histoire assorties cependant de demandes précises quant à l'aide pour améliorer le système. Elles fournissent également des données intéressantes sur la diversité des situations, des points de vue, mais aussi sur certaines convergences et similarités.

Le Professeur **Doulaye Konaté**, Président de l'Association des historiens africains (AHA), présente la revue des contenus de l'HGA commanditée par l'UNESCO pour faire le point sur les connaissances contenues dans ces volumes, déterminer les thèmes pertinents qui pourraient être traités dans le cadre d'une utilisation pédagogique et, enfin, identifier les points qui nécessiteraient une révision ou actualisation. Cette évaluation des contenus des huit volumes de la collection a été effectuée sous sa coordination, par une équipe de 16 historiens (à raison de deux par volume).

M. Doulaye Konaté souligne l'intérêt particulier de la préface rédigée par l'ancien Directeur général Amadou Mahtar M'Bow et du volume I consacré à la méthodologie. Après avoir évoqué les raisons du lancement de l'Histoire générale de l'Afrique et rappelé les différentes étapes de la réalisation de cette œuvre monumentale, il passe en revue les points forts et les faiblesses de chacun des autres volumes de l'HGA en analysant les différents chapitres. Pour chacun des volumes ainsi décortiqué à la lumière de l'avancée des connaissances historiques actuelles, il présente les principales recommandations émises par les relecteurs pour une utilisation pédagogique de ces contenus dans le projet. Il informe les participants qu'outre le rapport sur chacun des volumes, un rapport global de plus de 100 pages a été élaboré par le coordinateur de cette revue des contenus qui servira grandement les

rédacteurs des contenus communs et des guides d'enseignants. Compte tenu non seulement de son importante utilité pour les rédacteurs des contenus communs et des guides pédagogiques mais aussi pour les enseignants, il a demandé que ce rapport soit distribué le plus rapidement possible aux participants une fois qu'il sera traduit en anglais.

Outre ces intervenants qui ont fourni des informations très utiles et permis d'orienter les débats sur les objectifs de la conférence, trois autres présentations ont été faites au cours des séances plénières :

- présentation par **Mohamed Miloudi** du projet de campus virtuel africain lancé par l'UNESCO. À cet effet, un module de cours d'histoire préparé à Dakar par les professeurs Djibril Tamsir Niane et Abdoul Sow est montré pour illustrer la possibilité que cette initiative pourrait offrir au projet sur l'utilisation pédagogique de l'HGA ;
- présentation par le chercheur **Jean Philippe Corvo** d'un projet de création numérique qui montre les potentialités des nouvelles technologies pour l'élaboration des matériels pédagogiques et ludiques pouvant accompagner le projet tels que les cartes, frises, illustrations, les animations numériques sur l'histoire africaine ;
- présentation par **Mariana Blanco Rincon** et **Valter Silvério**, consultants, du projet brésilien sur l'utilisation pédagogique de l'HGA. Ce projet, mis en œuvre par le Ministère brésilien de l'éducation en collaboration avec le Bureau de l'UNESCO à Brasilia, vise à appliquer la loi n° 10.639 de 2003 sur l'enseignement de l'histoire africaine au Brésil. Outre la traduction en portugais de l'HGA et la publication d'une version compulsée, il prévoit une série d'activités permettant d'intégrer dans les programmes scolaires brésiliens l'enseignement de l'histoire africaine.

Ce projet offre des possibilités de collaboration avec notre projet qui seront explorées très prochainement.

4. Résumé des débats en plénière

Les débats, très riches, qui suivent ces interventions, confirment la pertinence et l'opportunité d'un tel projet dans le contexte actuel de l'Afrique.

Cependant, le constat sur la diversité des systèmes éducatifs et des approches dans l'enseignement de l'histoire en Afrique soulève des doutes quant à la réalisation des objectifs visés par le projet, à savoir l'élaboration de contenus communs et leur intégration dans les programmes scolaires de tous les pays membres de l'Union africaine. Devant cette analyse de la situation, le coordinateur du projet ainsi que le président et le vice-président du Comité scientifique soulignent que c'est justement là que réside le plus grand défi de ce projet. Rappelant comment les pionniers de la première phase du projet (la rédaction d'une Histoire générale de l'Afrique d'un point de vue africain) ont su surmonter des difficultés toutes aussi importantes, ils ont exhorté les participants à faire preuve de la même audace et de la même créativité pour relever ce nouveau défi. Cette ambition est d'autant plus réalisable que l'Afrique rencontre des nouvelles opportunités à saisir afin de construire son futur sur une histoire commune enseignée aux jeunes générations.

Les remarques incisives, les critiques faites par les participants à la Conférence après les deux premières séances plénières portaient en réalité sur des questions historiographiques complexes concernant l'influence de l'Histoire générale de l'Afrique (HGA) dans le monde. Ces débats sont omniprésents dans les huit volumes publiés jusqu'à maintenant. Les intervenants ont soulevé des questions complexes concernant la signification de la discipline historique après le discours du coordinateur du projet, Ali Moussa Iye, sur l'utilisation pédagogique de la collection.

La plupart des intervenants qui ont réagi à cette présentation très intéressante ont défini l'histoire en termes téléologiques en mettant l'accent sur les relations entre le passé, le présent et l'avenir. Mais à propos des relations entre le passé et le présent, certains ont affirmé que l'histoire était la « représentation du passé dans le présent ». L'histoire est, selon eux, indissociablement liée aux valeurs de l'historien, qui sont influencées par sa conception politique du monde, par son idéologie. En ce sens, l'histoire trouve sa signification dans le présent et dans des programmes idéologiques. D'ailleurs, les programmes idéologiques des historiens tendancieux établis en Occident, qui se sont empressés de rejeter avec dédain l'idée que l'histoire de l'Afrique est plus riche que celle des autres continents, ont été signalés durant toute la conférence.

La plupart des participants à la conférence ont sévèrement critiqué l'idée selon laquelle l'Afrique n'avait pas d'histoire avant la colonisation. Ils ont rappelé que cette idée était déjà ouvertement attaquée à l'époque de la lutte anticoloniale pour l'indépendance de l'Afrique. À la fin des années 1950, certains ont réclamé une histoire décolonisée de l'Afrique, écrite du point de vue des Africains. Il n'est donc pas étonnant que les auteurs de l'Histoire générale de l'Afrique (HGA) aient rédigé une histoire de la société africaine suivant une perspective africaine, une vision de l'intérieur. Pour décoloniser l'histoire de l'Afrique, pour la libérer de la domination impérialiste, les auteurs de la collection ont contesté les privilèges, la large diffusion et les prétentions à l'universalité du savoir occidental.

Certains intervenants ont soutenu que nous devions, nous autres Africains, accepter une partie des reproches concernant la commercialisation, la diffusion et l'accessibilité des volumes publiés de l'Histoire générale de l'Afrique. Certains participants ont d'ailleurs confirmé qu'ils n'avaient jamais vu un seul volume de la collection durant toute leur carrière d'historiens et de professeurs d'histoire.

Après la présentation du cadre conceptuel par le vice-président du Comité scientifique, plusieurs intervenants ont noté que, pour renouveler l'enseignement de l'histoire, il faudrait s'appuyer sur les valeurs partagées et les liens qui unissent les Africains. Il est alors essentiel de promouvoir l'identité africaine et la formation de citoyens africains conscients de leurs responsabilités. L'Histoire générale de l'Afrique peut à cet égard servir à promouvoir les valeurs démocratiques, la justice sociale, la paix et les droits fondamentaux de la personne humaine sur tout le continent.

Certains intervenants ont aussi exprimé l'idée que – même si la rédaction d'une histoire de l'Afrique du point de vue de la solidarité et de l'intégration africaines pouvait légitimement figurer parmi les objectifs conceptuels proposés – nous ne devons pas oublier qu'il existe beaucoup de tensions entre les pays et de divergences entre les régions dans la mesure où les différents pays d'Afrique ont évolué suivant des processus historiques spécifiques et irréversibles. Le moteur et la maxime de notre évolution historique doivent donc être « l'unité culturelle dans la diversité », et ils doivent notamment nous pousser à tisser des liens avec la diaspora africaine, qui ne cesse de se développer. D'autre part, les divisions ethniques, le racisme, les préjugés, l'affrontement des classes sociales et autres conflits posent encore des problèmes sur le continent.

Mais il est important de souligner que, malgré les différences qui existaient entre eux, les pays africains présentaient un certain nombre de points communs : structures linguistiques, cosmologies, formes artistiques, etc. Les mouvements de population dus à des facteurs comme le nomadisme, l'expansion des États, les sécheresses ou les épidémies transcendaient les frontières ethniques. Les migrations, la coopération et l'intégration étaient possibles parce que les infrastructures nécessaires (routes, cours d'eau, bêtes de somme, etc.) existaient et que les États n'opposaient pas d'obstacles humains aux communications. Les échanges étaient si développés que le commerce international et, notamment, le commerce transsaharien reliaient l'Afrique de l'Ouest à l'Afrique du Nord et au reste du monde. Bref, la plupart des participants à la conférence ont soutenu, à l'appui du cadre conceptuel proposé, que le continent africain était déjà innervé par de vastes réseaux commerciaux régionaux à l'époque précoloniale.

Au cours des débats très intéressants sur l'évaluation de l'enseignement de l'histoire en Afrique, la plupart des intervenants ont défendu l'idée que les programmes d'histoire appliqués dans les écoles secondaires devaient favoriser l'acquisition de connaissances et de compétences de haut niveau. L'enseignement de l'histoire devait, selon eux, stimuler et développer l'esprit critique des apprenants. Ces derniers doivent acquérir les compétences nécessaires pour poser des questions valables aux enseignants ; pour ordonner rationnellement des faits historiques abondants et contradictoires ; pour comprendre pourquoi les événements historiques se produisent ; pour comprendre le rôle primordial du temps et de la chronologie dans les récits historiques ; pour prendre conscience du rôle de la causalité en histoire ; pour être capables de distinguer les faits des opinions ; pour déceler les préjugés des historiens dans les explications historiques ; et surtout pour formuler leurs propres arguments de façon logique.

La plupart des intervenants ont soutenu que, pour améliorer la qualité de la vie et libérer le potentiel de chaque citoyen, l'enseignement de l'histoire devait être dispensé à tous sans distinction de classe sociale, d'origine ethnique ou de race. Il faut le dispenser en particulier dans les secteurs de l'enseignement technique, de l'enseignement extrascolaire, de l'éducation des adultes et de l'alphabétisation.

Les intervenants ont exprimé l'opinion que l'enseignement de l'histoire dispensé dans les salles de classe ne devait pas se contenter de documents écrits, parce qu'on peut utiliser aussi des cartes, des photos, des dessins, des chansons et des poèmes, faire appel au théâtre, à d'autres formes de spectacle, à des jeux de rôles, pour enseigner le contenu des huit volumes publiés de l'Histoire générale de l'Afrique. On peut ainsi amener les apprenants à s'identifier aux hommes et aux femmes du passé. Les enseignants – qui doivent accepter les critiques et les remises en question – s'efforceront de travailler avec les apprenants pour les aider à assimiler toutes les formes de connaissances historiques. À cet égard, les intervenants ont aussi recommandé l'utilisation des techniques multimédias, Internet, les CD-ROM, l'animation ou les jeux vidéo relatifs à des événements historiques, en tenant compte cependant du coût exorbitant de ces technologies et des problèmes d'accès. Bref, l'enseignement de l'histoire doit s'ouvrir au monde du numérique. Plus tard, au cours d'une des séances plénières, on a présenté aux participants un exemple de publication d'extraits de l'Histoire générale de l'Afrique sur un support numérique.

L'application de toutes ces recommandations nécessite des programmes de formation des enseignants bien structurés qui comprennent des cours de recyclage à tous les trois ou cinq ans pour maintenir la crédibilité, la qualité et l'efficacité de l'enseignement. Les intervenants ont soulevé des questions pédagogiques relatives à l'harmonisation des programmes de formation des enseignants sur tout le continent, notamment en ce qui concerne l'uniformisation de l'enseignement de l'histoire et l'accréditation des diplômes. Des contrôles de qualité bien réglementés seront indispensables. La plupart des intervenants ont affirmé que l'application de ces recommandations pourrait être compromise par les différences manifestes qui existent entre les pays africains, qui se sont développés à des époques différentes : les uns sont riches, les autres pauvres ; les uns se sont bien développés, les autres non.

Le débat sur l'harmonisation de la formation et des diplômes des enseignants et sur le renforcement des compétences requises pour enseigner efficacement des contenus tirés de l'Histoire générale de l'Afrique a porté sur ce qui fait un bon ou un mauvais professeur d'histoire. Un bon professeur d'histoire est un enseignant hautement qualifié qui connaît et comprend la condition humaine et aime l'humanité (qualités humaines), qui est bon pédagogue, applique de bonnes méthodes et raisonne bien. Fait remarquable, ce portrait du bon professeur d'histoire accorde une importance égale aux qualités pédagogiques, aux qualités humaines et aux qualités intellectuelles et méthodologiques. Les qualités pédagogiques sont notamment la précision et la clarté de l'expression, la maîtrise du sujet, la capacité de présenter aux élèves des arguments contraires à son point de vue et à ses préférences idéologiques, l'empressement à modifier et même à abandonner des idées préconçues quand elles sont contredites par des faits historiques irréfutables, le talent

littéraire qui permet de présenter les résultats de la recherche dans des textes bien écrits et faciles à comprendre, la capacité d'exposer aux apprenants des arguments clairs et cohérents. Les qualités intellectuelles et méthodologiques sont notamment la capacité d'évaluer judicieusement les données historiques et de faire la synthèse des données pertinentes à l'intention des apprenants, l'esprit d'analyse et de critique, toutes les qualités nécessaires à la recherche.

Le mauvais professeur d'histoire possède en revanche les défauts suivants : il donne des explications verbeuses, il est incapable de dégager des conclusions claires, il tente d'imposer une interprétation particulière et ne reconnaît pas les autres interprétations, il fait de l'histoire une forme de propagande, il ne la considère pas comme une discussion destinée à résoudre des problèmes, à déterminer ce qui s'est réellement passé et pourquoi.

L'une des principales recommandations faites par divers intervenants pendant les séances plénières suggérait que l'enseignement de l'histoire dans les écoles secondaires était trop important pour être confié aux seuls historiens. Il fallait, disait-on, promouvoir des projets pluridisciplinaires. Les participants ont recommandé de recourir à des disciplines comme l'archéologie, la linguistique historique ou l'anthropologie sociale pour enseigner l'histoire à l'école et à l'extérieur de l'école, ce qui permettrait de développer la recherche sur le terrain.

La pluridisciplinarité est aussi apparue comme un des atouts de l'Histoire générale de l'Afrique. Mais divers intervenants nous ont mis en garde contre la tendance de certains anthropologues à considérer les cultures africaines comme des entités intemporelles réductibles à des modèles à peu près immuables de sociétés distinctes et de cultures traditionnelles. Cette conception a pour effet, sur le plan méthodologique, de conférer une importance prépondérante aux traditions orales dans l'enseignement de l'histoire de l'Afrique. Toutes ces questions sont traitées dans le volume I de la collection ; mais beaucoup de choses se sont passées depuis 1980 ; plusieurs méthodes de recherche, qu'on n'avait pas encore inventées il y a trente ans, ne figurent ni dans le volume I ni dans les volumes suivants de la collection.

En ce qui concerne l'analyse, la revue des contenus de l'Histoire générale de l'Afrique, les spécialistes chargés par l'UNESCO à cette fin ont relevé un certain nombre de lacunes manifestes. Il n'est pas étonnant que la plupart des intervenants aient reconnu que la révision et la mise à jour de l'HGA étaient de la plus haute importance et devaient être prioritaires. Il est essentiel, selon eux, de mettre à jour certains chapitres et même certains volumes de la collection parce que la plus grande partie de leur contenu est périmée et ne tient pas compte des résultats les plus récents de la recherche.

Les participants ont aussi noté que certains chapitres ou certains volumes de l'Histoire générale de l'Afrique étaient remplis d'expressions désuètes et « brutales », voire péjoratives. La périodisation leur est apparue comme un autre problème important, auquel les auteurs de la collection ont apporté des réponses. Ils ont proposé par ailleurs que, pour encourager et souligner les efforts de réconciliation, de solidarité et d'unité, la révision et la mise à jour des contenus mettent l'accent sur les mouvements de libération et le rôle historique des femmes, des travailleurs et des jeunes. Il fallait aussi retracer l'histoire de l'environnement – ainsi que celle de la médecine, des maladies et des épidémies pour éviter de présenter sous l'angle de la sociologie historique les ravages causés au XXI^e siècle par le SIDA et d'autres maladies. Les participants ont noté en outre que la question des relations entre les sexes n'est mentionnée nulle part dans la collection. Cela n'est pas étonnant puisqu'à l'époque où la collection a été produite (début des années 1970), seul un petit nombre de chercheurs avaient commencé à réfléchir systématiquement à la signification d'une histoire des relations entre les sexes. La lutte anticoloniale et les programmes de libération des mouvements nationalistes des années 1950 et 1960 ont contribué à créer un climat d'agitation et de contestation de certains rapports sociaux (à commencer par l'oppression et la domination), ouvrant ainsi un espace à l'expression des idées féministes.

Autre question importante soulevée pendant la conférence lorsque les participants ont discuté de la révision des contenus de la collection, certaines régions sont sous-représentées dans l'Histoire générale de l'Afrique : l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Est, les îles de l'océan Indien et l'Afrique australe, régions dont l'histoire est pourtant extrêmement riche. Les participants ont demandé que l'équilibre soit rétabli. La plupart des réflexions et des recommandations ont été exprimées au cours des séances de séparation organisées pour les différentes régions du continent.

Bien qu'il soit très difficile de refléter toutes les réflexions exprimées durant les séances plénières et les ateliers, on pourrait cependant relever les conclusions suivantes en guise de résumé des débats :

- L'HGA n'est pas suffisamment connue et encore moins disponible dans de nombreux pays africains comme l'a confirmé l'évaluation effectuée.
- L'histoire des femmes n'est pas insuffisamment prise en compte dans l'HGA ainsi que celle des Africains en dehors de l'Afrique (diasporas).
- Le projet doit contribuer au développement d'une conscience africaine unitaire qui dépasse la division entre Afrique subsaharienne et Afrique du Nord : le Sahara, loin de représenter une barrière, a toujours été au contraire un espace de vie, de circulation, d'échanges.
- Outre la validation scientifique et politique des contenus à développer, il est important d'ajouter une validation didactique qui fait appel à l'expertise des enseignants et des pédagogues.
- Les contenus communs et les guides doivent être suffisamment flexibles pour permettre une adaptation aux contextes sous-régionaux et nationaux.
- La question des langues à utiliser pour ces contenus, et notamment des langues africaines, suscite beaucoup de discussion, préfigurant les difficultés qui se poseront ultérieurement aux pays africains lors de l'intégration de ces contenus dans les programmes scolaires. À ce propos, l'utilisation et la place de la tradition orale dans le récit historique dépendront également de la réponse donnée à cette question.
- L'importance de rénover et renforcer l'enseignement de l'histoire africaine à l'université est soulignée. Cela nécessite également d'effectuer un état des lieux.
- La qualité de la formation des enseignants, qui laisse souvent à désirer, nécessite d'être renforcée dans de nombreux pays.
- L'enseignement de l'histoire dès la petite enfance est considéré comme pertinent et, une fois de plus, l'approche doit se faire par le milieu. Il en est de même pour l'enseignement technique qui doit également intégrer l'apprentissage de cette histoire commune.
- Les questions classiques de la chronologie et du vocabulaire historique utilisés restent toujours posées et nécessitent des réponses adéquates dans le cadre de ce projet. Il est proposé d'envisager la méthode consistant à travailler par cercles concentriques : le pays, la région, le continent, le monde.
- Il est souligné que l'introduction d'une telle vision de l'histoire africaine nécessite un consensus politique des États sur les contenus qui seront développés.

- Au-delà de l'enseignement de l'histoire, c'est toute la refondation des sciences sociales et des systèmes éducatifs qui est posée ici.
- La conférence doit aboutir à des recommandations claires et convaincantes aux États africains pour les inciter à s'engager dans cette rénovation de l'enseignement de l'histoire africaine.

5. Travaux des ateliers

Afin de permettre des discussions approfondies sur des points importants de l'ordre du jour, deux types d'ateliers sont proposés aux participants :

- *cinq ateliers thématiques* dont quatre ateliers pour discuter des contenus communs et des matériels d'accompagnement à développer pour les quatre différentes tranches d'âge du primaire et du secondaire et un atelier pour discuter des stratégies d'édition et de diffusion des volumes de l'HGA et des matériels pédagogiques ainsi développés.
- *cinq ateliers sous-régionaux* pour identifier les spécificités sous-régionales et nationales dont il faudrait tenir compte et examiner les possibilités d'adaptation à ces contextes des matériels pédagogiques qui seront développés.

Les participants, répartis selon leur profil dans ces différents ateliers comprenant 25 à 30 personnes, ont pu échanger librement et répondre aux questions précises qui ont été posées pour chacun des ateliers. Chaque atelier a désigné un président pour organiser les débats et un rapporteur pour rendre compte des échanges. Les conclusions des ateliers ont été restituées et discutées lors des plénières par l'ensemble des participants. Les comptes rendus des ateliers thématiques sont joints en annexe.

Concernant les ateliers sous-régionaux, ceux-ci ont suscité un très riche débat sur la pertinence des cinq sous-régions telles qu'utilisées par l'Union africaine quand il s'agit d'histoire. Le défi du projet est apparu ici aussi : comment réconcilier l'approche continentale prônée par le projet (et qui fait son originalité) pour enseigner des contenus communs à tous les élèves africains et la nécessité de tenir compte des particularités sous-régionales et même nationale pour rendre cet enseignement plus proche des élèves ? Soulignant la difficulté d'identifier clairement ces spécificités sans tomber dans les catégorisations coloniales, les participants reconnaissent que l'HGA a déjà tenu compte d'une certaine manière de ces particularités sous-régionales et s'accordent sur la pertinence de l'approche continentale.

Atelier thématique n° 1: les élèves âgés de moins de 10 ans

Modérateur : [Lily Mafela](#)

Rapporteur : **Shermain Mannah**

L'atelier n° 1 se heurte aux difficultés d'enseigner l'histoire à la petite enfance et à de très jeunes enfants. D'autant que l'histoire n'est enseignée, dans la plupart des pays, qu'à partir de la 3^e année de l'école primaire. Cependant, la nécessité de commencer une sensibilisation à l'histoire dès cet âge est soulignée. Plusieurs thèmes sont retenus à cet effet :

- l'identité africaine à travers la langue et la religion ;
- la famille, la généalogie, les multiples identités ;
- l'environnement : le village, l'histoire locale ;
- l'Afrique et le monde : le pays, le continent ;
- responsabilités et droits : valeurs sociétales africaines, charte des responsabilités, multilinguisme.

À cette fin, l'atelier recommande :

- l'homogénéisation des contenus dans toute l'Afrique ;
- la prise en compte des capacités des enfants ;
- la formation des enseignants ;
- la traduction de l'HGA dans les langues africaines.

Au cours des débats, plusieurs interventions relèvent que les thèmes correspondent plus à l'éducation civique qu'à l'histoire.

Atelier thématique n° 2 : les élèves âgés de 10 à 12 ans

Modérateur : Mamadou Ndoye

Rapporteur : Dorothy Makunda

Les participants de l'atelier recensent huit principaux thèmes qui devraient être traités dans les contenus communs prévus pour cette tranche d'âge :

- l'Afrique et les origines de l'humanité ;
- les civilisations africaines ;
- les grands empires ;
- l'esclavage et la traite ;
- la colonisation ;
- les nouveaux États ;
- le panafricanisme et l'unité africaine ;
- l'Afrique et le reste du monde.

Il est recommandé de tenir compte des capacités des élèves et de réfléchir à une nouvelle chronologie pouvant faciliter une meilleure compréhension. Le guide des enseignants doit, pour sa part, aller de pair avec le manuel, correspondre aux thèmes retenus et prévoir des activités de terrain pour les élèves comme les visites, par exemple, afin de susciter l'intérêt pour une « vision africaine de l'Afrique ».

Atelier n° 3 : Les élèves âgés de 13 à 16 ans

Modérateur : Florida Karani

Rapporteur : Theboho Tsilane

Les thèmes recommandés pour cette tranche d'âge introduisent des spécificités sous-régionales pour illustrer la diversité africaine. Ils comprennent :

- les empires ;
- le Sahara ;
- les Berbères ;
- l'empire fatimide ;
- les activités économiques ;
- Madagascar ;
- la traite négrière et l'esclavage ;
- les cultures zouloues, swahili, vallée du Nil, Éthiopie, Maghreb ;
- les colonisations ;
- l'Afrique postcoloniale.

Pour le guide des enseignants, il est préconisé d'éviter la méthode traditionnelle et d'utiliser les atlas, les images, les journaux, les visites de musées et de sites, les jeux de rôle. Le recours à la tradition orale est souligné.

Atelier n° 4 : élèves de 17 à 19 ans

Modérateur : Doulaye Konaté

Rapporteurs : Chakir Akki et Abdoul Sow

Il est considéré que cette tranche d'âge est assez mûre pour recevoir une vision plus globale et en même temps plus détaillée de l'histoire africaine. Pas moins de 17 thèmes sont donc définis dont les contenus sont à développer. Ils recoupent dans une large mesure les thèmes proposés par les autres ateliers auxquels il faut ajouter celui des sources et méthodes ainsi que les relations de l'Afrique avec les autres régions et civilisations. L'intérêt de traiter de manière profonde des religions africaines sous-ignorées ou rejetées dans la catégorie des paganismes est souligné.

Pour le guide destiné aux enseignants, il recommande de formuler des orientations plutôt que des directives pour sauvegarder la marge des enseignants, d'assurer une formation continue en histoire africaine en y intégrant l'HGA.

L'atelier recommande l'élaboration d'un glossaire des concepts et termes souvent utilisés afin de procéder à leur décolonisation.

Ateliers n° 5 et 6 : Éditeurs et NTIC

Modérateur : Jean Michel Mabeko Tali

Rapporteur : Pierre Martial Belinga Ze

Cet atelier était composé principalement d'éditeurs indépendants africains, d'éditeurs représentant des réseaux d'éditeurs (GRAED, APNet et Union maghrébine des éditeurs), de représentants d'États, d'un éditeur afro-descendant travaillant avec les Antilles, l'Afrique, l'Europe, du représentant d'un site Internet à thématique historique et culturelle, d'historiens, d'enseignants, de chercheurs et enfin de représentants de l'UNESCO.

Sur les partenariats avec les éditeurs africains, les participants à cet atelier recommandent :

- de mettre en œuvre l'ingénierie globale du projet à travers : la réalisation d'un état des lieux de la situation du livre scolaire en Afrique, les politiques nationales (monopoles complets, partiels, libéralisation, ...), les éditeurs et réseaux d'éditeurs ; et l'approfondissement de la connaissance des éditeurs africains, migrants et afro-descendants, de leurs pratiques, savoir-faire et capacités de synergies puis une sollicitation plus large de ces éditeurs ;
- la création d'un label HGA pour les produits et outils didactiques, ludiques et culturels découlant du projet de manière à leur conférer un gage de qualité et à leur assurer un surcroît de crédibilité et de notoriété.

Sur l'utilisation des NTIC dans le projet, ils recommandent :

- de mener, au préalable, une réflexion sur les technologies de l'information et de la communication au regard de la philosophie éducative du projet ; la diversité des acteurs de l'enseignement ; l'état de ces NTIC en Afrique et les problématiques dynamiques de fossé numérique, les inégalités sociales, la dimension non formelle de l'éducation cruciale dans certains pays ;
- de privilégier les technologies ouvertes à chaque fois que possible (logiciel libre, site Internet à contenus non payants, téléchargements gratuits, etc.) ;
- de tenir compte des avancées technologiques, en cours sur le continent, permettant la circulation de l'information à haut débit dans le choix des produits didactiques et pédagogiques ;
- d'associer les NTIC avec les anciennes technologies (par exemple radio et télévision).

6. Réunions du Comité scientifique du projet

Dans le cadre de cette conférence, le Comité scientifique du projet a tenu quatre réunions :

- une réunion préparatoire avant le début de la conférence pour discuter de l'organisation de la conférence et définir le rôle des membres du comité dans les différentes sessions plénières et ateliers ;
- deux réunions au cours de la conférence pour répondre aux besoins de la situation, définir les stratégies avec la presse, la rencontre prévue avec la Directrice générale de l'UNESCO et les interventions lors de la séance de clôture.
- Une réunion de débriefing après la clôture de la conférence pour échanger sur le déroulement de la conférence, examiner la sélection des comités de rédaction des contenus communs et des guides d'enseignants et définir les activités de suivi de la conférence.

Compte tenu des impératifs pour procéder à une bonne sélection des comités de rédaction des contenus et de l'urgence de sensibiliser l'Union africaine à l'importance de sa participation à ce projet, le Comité scientifique décide d'organiser une réunion extraordinaire en septembre 2010 à Addis-Abeba pour réaliser ces deux démarches cruciales pour la suite du projet. Un compte rendu de ces différentes réunions est préparé par le rapporteur du Comité scientifique, **Mme Lilly Mafela**.

7. Séance de clôture

La cérémonie de clôture est marquée par les interventions du professeur Ngawabi Mulunge Bhebe (Zimbabwe), membre du Conseil exécutif de l'UNESCO, du vice-président du Comité scientifique pour l'utilisation pédagogique de l'HGA, de la Directrice générale de l'UNESCO et du Ministre libyen de l'éducation et de la recherche scientifique.

Le Professeur **Ngawabi Bhebe**, qui est un des contributeurs de l'HGA, rappelle tous les efforts de résistance politique, d'émancipation intellectuelle et de lutte contre les préjugés qui ont mené à l'élaboration de l'HGA.

Cette réécriture salutaire de l'histoire africaine a permis la reconnaissance de la contribution significative de l'Afrique au progrès de l'humanité. S'adressant à la Directrice générale de l'UNESCO, il souligne que sa présence à cette cérémonie est un signe fort qui illustre l'intérêt particulier et l'appui personnel qu'elle accorde à ce projet de rénovation de l'histoire africaine. Il indique que le projet offre à l'UNESCO et en particulier à sa nouvelle Directrice générale une occasion en or de l'utiliser comme un projet pilote pour la coopération intersectorielle et interdisciplinaire tant souhaitée par les États membres. Il réitère à la Directrice générale l'appel qu'il lui a fait lors de la dernière session du Conseil exécutif pour donner à ce projet l'autonomie nécessaire pour être mené à bien et répondre aux exigences d'une coopération intersectorielle.

Présentant une première synthèse des travaux de la conférence, **M. Ndoye**, le vice-président du Comité scientifique, souligne l'importance que les participants accordent à la continuation du travail d'actualisation de l'HGA en termes de compléments ou de corrections à y apporter au regard des découvertes récentes et de l'évolution des connaissances. Il souligne la nécessité du travail de « décolonisation » linguistique et conceptuelle à effectuer à travers une analyse critique des présupposés idéologiques et des paradigmes épistémologiques et épistémiques qui alimentent des regards aliénants sur l'Afrique. Il rappelle également la nécessité de développer une stratégie éditoriale que renforce toute la chaîne éditoriale (édition, production, promotion, distribution, accessibilité, utilisation) tout en offrant un marché captif aux éditeurs africains. Il évoque les possibilités offertes par l'utilisation des nouvelles technologies pour faciliter l'apprentissage à travers les images

d'animation, de schémas, d'illustration, de reconstruction des scènes historiques, de récréation d'environnements et de personnages historiques.

Mme **Irina Bokova**, Directrice générale de l'UNESCO, a remercié chaleureusement le Gouvernement de la Jamahiriya arabe libyenne pour sa généreuse contribution à la publication de l'HGA et à la mise en œuvre du projet sur son utilisation pédagogique. Elle souligne l'importance particulière qu'elle attache à ce projet qui englobe deux grandes priorités de l'Organisation, à savoir l'Afrique et l'éducation. Elle précise que ce projet répond parfaitement aux objectifs de la deuxième Décennie de l'éducation pour l'Afrique lancée par l'Union africaine qui met l'accent sur l'éducation de qualité et le renforcement du lien entre éducation et culture. Faisant l'historique du projet jusqu'au lancement de sa seconde phase sur l'utilisation pédagogique, elle rend hommage à tous ceux qui ont contribué à la réalisation de cette œuvre colossale, au premier rang desquels se trouve le Comité international scientifique.

Reconnaissant l'importance de l'histoire de l'Afrique pour l'humanité, elle rappelle les apports scientifiques, intellectuels et méthodologiques de ce projet qui avait mobilisé les meilleurs spécialistes et qui contribue grandement au dialogue entre les civilisations et les régions du monde. Elle exhorte les participants à continuer ce travail d'échanges et de questionnement et à mettre cette masse de connaissances à la portée des élèves africains. Elle indique que, par ce projet et les outils pédagogiques modernes qu'il utilisera, l'UNESCO entend apporter une contribution positive et durable à la refonte de l'enseignement de l'histoire et à l'accélération du processus d'intégration régionale en Afrique.

La Directrice générale souligne que ce projet prend une résonance particulière en cette année 2010, Année internationale du rapprochement des cultures pour laquelle l'UNESCO a été désignée chef de file, car il permet de contribuer à la promotion d'une connaissance mutuelle de la diversité culturelle. À ce propos, elle explique que le Panel de haut niveau sur la paix et le dialogue entre les cultures, qu'elle a mis en place à cette occasion, compte quelques éminentes personnalités africaines (Souleymane Cissé, Mohamed Ibrahim, Mgr Laurent Monsengwo Pasinya) qui incarnent la sagesse africaine.

Mme Irina Bokova indique qu'elle a pris bonne note de l'appel de M. Ndoye, vice-président du Comité scientifique, et du professeur Bhebe, membre du Conseil exécutif, de renforcer les capacités et les ressources du secrétariat responsable de la mise en œuvre du projet.

Le Ministre libyen de l'éducation et de la recherche scientifique, **A. M. El-Fakhery**, renouvelle l'intérêt particulier et la disponibilité de son pays à soutenir ce projet d'utilisation pédagogique de l'HGA qui contribue à la réalisation d'un des plus grands souhaits de son gouvernement : l'intégration régionale de l'Afrique dans tous les domaines. Il prend note également de l'appel du Comité scientifique du projet pour promouvoir et soutenir ce projet auprès des instances de l'Union africaine.

Il promet que son gouvernement fera le plaidoyer nécessaire de l'Union africaine pour que ce projet puisse être inscrit à l'ordre du jour du prochain Sommet des chefs d'État et de la COMEDAF. M. El-Fakhery remercie la Directrice générale, le Comité scientifique et les participants pour leurs efforts en vue de la réalisation de cet important projet.

La séance de clôture s'est terminée sur la lecture d'une motion de remerciements adressée par les participants au Gouvernement libyen pour sa contribution financière au projet ainsi que pour son soutien logistique et le chaleureux accueil réservé aux participants qui ont grandement facilité le succès de la Conférence régionale.